

Appel à contributions

Pouvoir(s) en Palestine

Coordinateurs

ALSAJDEYA Dima (Paris II/ Collège de France)

CECCALDI François (EHESS/ Collège de France)

DABED Emilio (Osgoode Hall Law School, Nathanson Center, York University, Toronto)

Argumentaire

Un grand nombre de travaux de recherche menés sur la question de Palestine depuis une vingtaine d'années a révélé la fragmentation du paysage politique palestinien¹. Cette littérature souligne le rôle qu'Oslo a joué dans l'exacerbation de la division du champ politique palestinien². La création de l'autorité palestinienne (AP) a notamment favorisé l'émergence de nouvelles dynamiques politiques et de nouvelles sources de pouvoir et de légitimité, incarnées par le conflit entre le Fatah et le Hamas, lequel domine la politique palestinienne depuis 2007. La création de l'AP a également favorisé un processus d'accumulation de capital et une restructuration des classes sociales après 1993³. Aussi, la dispersion des Palestiniens à travers le monde, la superposition des réalités juridiques nationales et internationales et la diversité des acteurs dans le conflit ont contribué à multiplier les pôles et les ressources du pouvoir. La difficulté d'appréhender l'ensemble de ces réalités politiques nous a conduit à interroger les sources nouvelles des pouvoirs en Palestine, les mécanismes à travers lesquels ils s'exercent et les dynamiques qu'ils produisent. Ces nouvelles formes de pouvoirs se manifestent de plusieurs manières.

Sur le plan institutionnel et politique, les accords d'Oslo ont modifié les équilibres institutionnels avec la création de l'AP et ont occulté en pratique le rôle de l'OLP, jusqu'alors au centre de la politique palestinienne⁴. La période intérimaire liée à ces accords prévoyait par ailleurs la mise en place d'institutions représentatives (présidence de l'AP, Conseil Législatif Palestinien) qui ont permis aux élus de disposer – un temps – d'un mandat politique nouveau que leur offrait le processus électoral. Ces échéances électorales, même si elles ont donné un visage nouveau à l'architecture du pouvoir palestinien, n'ont pas modifié fondamentalement les structures de la domination, et ont au contraire accentué la fragmentation politique comme

¹ « Palestine éclatée », (Picaudou, 1997), « Les Palestines du quotidien » (Legrain, 1999), « Palestinians Divided » (Shikaki, 2002), « Fragmentations multiples » (Salingue, 2014), « La mosaïque éclatée » (Dot-Pouillard, 2016), « The fragmentation of the national political field » (Hilal, 2019).

² GIACAMAN (George) et JORUND LONNING (Dag) (Eds.), 1998, *After Oslo: New Realities, Old Problems*, PLUTO Press, London Chicago; HILLAL (Jamil), « The Effect of the Oslo Agreements on the Palestinian Political System », in GIACAMAN (George) et JORUND LONNING (Dag), 1998, *Ibid.*, p. 121-145 ; GHANEM (As'ad), 2010, *Palestinian Politics after Arafat: A Failed National Movement*, Bloomington, Indiana University Press.

³ HANIEH (Adam), 2011, « The internationalisation of Gulf capital and Palestinian class formation », *Capital and Class*, 35 (1), p. 81-106.

KHALIDI (Raja) et SAMOUR (Sobhi), « Neoliberalism as Liberation: the Statehood Program and the Remaking of the Palestinian National Movement », *Journal of Palestine Studies*, 2011, 40(2), p. 6-25 ; HANIEH (Adam), 2008, « Palestine in the Middle East : Opposing Neoliberalism and US power, *MRZine*.

⁴ SHIKAKI (Khalil), « A Window on the Working of the PA: An Inside View », *Journal of Palestine Studies*, vol. 30, N° 1, Automne 2000.

l'illustre la division entre le Hamas et le Fatah depuis 2007. Quant à l'OLP, le principe d'une plus juste représentation des équilibres partisans, au cœur des revendications de la réforme de l'organisation, n'a jusqu'à ce jour jamais été sérieusement envisagé faute de réelle volonté. Cette situation s'explique – et est entretenue – par différentes raisons qui tiennent pour l'essentiel à la situation coloniale, à la division politique intérieure et à la personnalisation du pouvoir dans le système politique palestinien.

Faute de processus électoraux réguliers, l'absence de légitimité s'est accompagnée ces dernières années du constat de l'inertie des classes dirigeantes dont la volonté de se maintenir au pouvoir concourt à un affaiblissement de la capacité d'action politique du mouvement nationale palestinien et du système politique dans son ensemble. Cet affaiblissement est renforcé par le contrôle étroit des dynamiques politiques palestiniennes par Israël et par l'impasse dans lequel se trouve le processus de négociations, depuis de nombreuses années maintenant – si tant est que ce dernier ait jamais eu pour objectif de parvenir à un règlement politique⁵. Il en résulte que les dirigeants palestiniens sont aujourd'hui incapables de répondre aux revendications nationales palestiniennes. La division inter-palestinienne et les rivalités politiques, liées notamment à la question de la succession de Mahmoud Abbas ont cristallisé les enjeux du partage du pouvoir et de l'hégémonie du Fatah, tout en accréditant l'idée d'une incompétence des élites palestiniennes et d'une corruption du système politique et de son leadership.

Sur le plan économique, les accords d'Oslo ont également créé de nouvelles lignes de division sociale et politique par la distribution de bénéfices matériels et symboliques (positions institutionnelles, titres, grades, privilèges, etc.) qui sont devenus de puissantes sources de prestige social et d'influence politique. Ainsi, à la suite d'Oslo, trois nouveaux groupes sociaux puissants ont été formés et constituent désormais une nouvelle élite palestinienne : bureaucratie⁶, « classes d'affaire » liée à l'AP⁷ et « nouvelle élite palestinienne mondialisée⁸ ». Cette élite joue un rôle central dans la division politique bénéficiant de la capacité du nouveau pouvoir à allouer des ressources, des opportunités et des privilèges commerciaux et financiers⁹.

Au niveau régional, on observe depuis 2011 une remise en question des pouvoirs traditionnels et une multiplication d'acteurs hétérogènes. Ces évolutions ont surtout permis de questionner la centralité de la question palestinienne et d'interroger sa marginalisation. Ce numéro de *Confluences Méditerranée* cherchera à comprendre les répercussions de ces évolutions sur la pratique du/(des) pouvoir(s) en Palestine et à en identifier concrètement les expressions.

Finalement, nous nous intéresserons plus particulièrement aux pratiques, aux sources et aux nouveaux mécanismes de(s) pouvoir(s) et à leurs enjeux symboliques. S'interroger sur la manière dont s'exercent ces pouvoirs en Palestine aujourd'hui – dans le cadre de la

⁵ HILAL (Jamil) (Ed.), 2007, *Where Now for Palestine? The Demise of the Two-state Solution*, London, Zed Books; KHALIDI (Rashid), 2007, *Palestine, Histoire d'un Etat introuvable*, Paris, Actes Sud; DAJANI (Burhan), 1994, « The September 1993 Israeli-PLO Documents: A Textual Analysis », *Journal of Palestine Studies*, volume XXIII, N° 3, Spring 1994, p. 5-23.

⁶ SHU'AYBI (Azmi) et SHIKAKI (Khalil), 2000, « A Window on the Working of the PA: An Inside View », *Journal of Palestine Studies*, 30(1), p. 88-97.

⁷ BOUILLON (Markus E.), 2004, *The Peace Business. Money and power in the Palestine-Israel conflict*, London, I.B. Taurus; NASR (Mohamed M.), « Monopolies and the PNA », in KHAN MUSHTAQ (Husain), GIACAMAN (George) et AMUNDSEN (Inge), *State Formation in Palestine. Viability and Governance During a Social Transformation*, London, Routledge Curzon, p. 168-191; HADDAD (Toufic), 2016, *Palestine Ltd. Neoliberalism and Nationalism in the Occupied Territory*, Londres/ New York, I.B. Taurus.

⁸ HANAFI (Sari) et TABAR (Linda), 2005, *The emergence of a Palestinian globalized elite. Donors, international organizations and local NGO's*, Muwatint, The Palestinian Institute for the Study of Democracy, Jerusalem.

⁹ HANAFI (Sari) et TABAR (Linda), 2003, « The Intifada and the Aid Industry: The Impact of the New Liberal Agenda on the Palestinian NGOs », *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle east*, 23: 1&2.

réorganisation de l'ordre politique palestinien après Oslo – nous permettra par ailleurs d'apporter un éclairage nouveau sur les (re)sources du pouvoir, sur la recomposition des légitimités politiques et la ré-articulation des hiérarchies au sein des structures de pouvoir. Ce questionnement pourra se décliner selon les trois axes suivants.

Axe 1 : Questions institutionnelles, gouvernance politique et luttes partisans

La création d'une Autorité Palestinienne dans les Territoires s'est accompagnée de la création d'un ensemble d'institutions, similaires à celles d'un État, venant concurrencer dans certains cas, voire occulter, celles de l'OLP pourtant seule et unique représentante du peuple palestinien¹⁰. L'absence de règlement politique avec Israël a conduit à pérenniser cette situation institutionnelle caractérisée, sinon par une duplication, du moins par une superposition des institutions et des pouvoirs. La crise institutionnelle palestinienne s'accompagne, depuis les élections législatives de janvier 2006, d'une division partisane caractérisée par la polarisation du champ politique entre le Fatah et le Hamas. Cette division a révélé l'érosion du pouvoir du Fatah confronté aux échecs de la négociation et aux divisions internes au sein même du parti, alimentées par la perspective de la succession de Mahmoud Abbas. La polarisation politique a de plus consacré l'échec des autres factions, notamment celles dites de gauche, à s'imposer dans le jeu politique et à proposer une troisième voie.

- Gestion *de facto* des TPO, mécanismes de contrôle et réalités des pouvoirs locaux : coopération sécuritaire, dépendance économique, réalités de l'occupation.
- Conflit entre le Hamas et le Fatah : réconciliation et partage du pouvoir ; rivalités pour le contrôle des appareils de sécurité, etc. ;
- Réalité des rapports de force au sein du Fatah et question de la succession ;
- Rôle de l'opposition : place et évolutions des factions de gauche de l'OLP et des mouvements islamistes ;
- Question des réfugiés comme enjeux politique et symbolique du pouvoir ; gestion des camps de réfugiés et des comités populaires ; influence des enjeux locaux sur la politique nationale

Axe 2 : Les Palestiniens sur la scène internationale

Les évolutions politiques internationales semblent faire apparaître un paradoxe. En dépit d'une stratégie diplomatique de reconnaissance internationale ayant donné quelques résultats, notamment l'obtention d'un statut d'État non-membre voté à l'Assemblée générale des Nations-unies en 2012, les Palestiniens n'ont pas pour autant réussi à en tirer des bénéfices politiques concrets. Cela est d'autant plus vrai si l'on considère les évolutions du projet d'État qui contribue davantage à consolider la structure coloniale qu'il ne permet l'émancipation politique des Palestiniens. Avec l'échec de la négociation israélo-palestinienne, et le confinement des aspirations nationales palestiniennes dans un cadre de négociation contraint, l'espace des droits des Palestiniens s'est également considérablement rétréci. Ceci s'est traduit récemment par les décisions unilatérales prises par les États-Unis depuis l'élection de D. Trump qui ont contribué un peu plus à faire apparaître la question palestinienne en creux, à travers la mise en place d'alliances stratégiques entre États tiers, comme vient par exemple l'illustrer la normalisation récente des relations entre les Émirats Arabes Unis et le Bahreïn avec Israël. Par ailleurs, la contestation révolutionnaire arabe de 2011 a déplacé l'attention internationale de la question palestinienne vers les développements politiques régionaux.

¹⁰ La reconnaissance formelle de l'OLP en tant que seule et unique représentante légitime du peuple palestinien est obtenue au 8ème sommet arabe de Rabat en octobre 1974 et confirmée par l'Assemblée générale des Nations-unies en novembre 1974 qui invite l'OLP à ses travaux en qualité d'observateur et représentante du peuple palestinien.

- Diplomatie, représentation et nouvelles configurations des pouvoirs ;
- Pourquoi continue-t-on à négocier et que négocie-t-on réellement ? La négociation est-elle encore un levier du pouvoir ?;
- Bilan de la campagne de la reconnaissance de la Palestine dans les institutions internationales ;
- Place des pouvoirs alternatifs et extra-diplomatiques : lobbies, diasporas, BDS, etc.
- Question des réfugiés, entre centralité du discours de la négociation et mise en invisibilité (« *Deal du siècle* », arrêt du financement de l'UNRWA, etc.).

Axe 3 : Transformations économiques et pouvoirs politiques : nouvelles formes de domination

La question de l'économie politique a été abordée dans les études sur la question israélo-palestinienne, en particulier dans la littérature anglo-saxonne. Elle a permis de comprendre la structure et la constitution des classes sociales, d'une part, et du développement des approches néolibérales dans le processus de construction de l'État, d'autre part. Qu'il s'agisse des hommes d'affaires palestiniens ou des organisations internationales (Banque mondiale, FMI ou encore bailleurs de fonds internationaux), chacun d'eux joue un rôle notable dans la (re)configuration des pouvoirs en Palestine. L'accroissement du nombre des ONGs, question ayant fait l'objet de nombreuses études, ainsi que les réformes institutionnelles imposées par la communauté internationale à l'AP en 2003 viennent illustrer cette réalité.

- Dynamiques de pouvoirs symboliques liées au statut et au rôle de la dette. Changements de priorités socio-économiques au sein de la société palestinienne et circulation des capitaux (augmentation des prêts bancaires, achats immobiliers, modes de consommation) ; capital financier comme outil politique (construction de la ville de Rawabi) ;
- Impact de l'aide et des fonds internationaux sur la (re)configuration du pouvoir en Palestine ; aggravation de la dépendance économique de l'AP vis-à-vis d'Israël (taxe d'accise (*Maqasa*), protocole de Paris de 1994) ;
- Taux de chômage et de pauvreté très importants ; dépendance d'une grande partie de la population vis-à-vis des emplois gouvernementaux et influence sur la capacité ou les possibilités de réforme du système.

Indications bibliographiques

- AL HUSSEINI (Jalal) et DORAI (Kamel), 2003, « De la lutte armée à la nation palestinienne : vers une relecture des rapports entre l'OLP et les réfugiés », *Autrepart*, n°26, vol. 2, p. 91-106.
- AL HUSSEINI (Jalal) et SIGNOLES (Aude), 2013, *Les Palestiniens entre État et diaspora. Le temps des incertitudes*, Paris, IISMM/Karthala.
- ARNON (Arie), 2007. « Israeli Policy towards the Occupied Palestinian Territories: The Economic Dimension, 1967–2007 », *The Middle East Journal* 61(4), 573–595.
- BOCCO (Ricardo), DESTREMAU (Blandine) et HANNOYER (Jean) (dir.) 1997, *Palestine, Palestiniens : territoire national, espaces communautaires*, Beyrouth, CERMO.
- BOTIVEAU (Bernard), 1999, *L'État palestinien*, Paris, Presses de Sciences Po.
- BUCAILLE (Laetitia), 2016, « Palestine : de l'État introuvable à la nation en déroute. A quoi servent les dirigeants palestiniens ? » *Les Études du CERI*, n°224.
- CHALLAND (Benoit), 2011, « Les mutations du leadership palestinien », *A contrario*, vol. 5, 2008, p. 52-75 John Collins, *Global Palestine*, Londres, Hurst Publishers.
- DANA (Tariq), 2015, « The Symbiosis Between Palestinian 'Fayyadism' and Israeli 'Economic Peace: A Capitalist Peace? », *Journal of Conflict, Security and Development*, vol. 15, issue 5, p. 455-477.
- EL SAKKA (Abaher), 2013, « Sociologie des mouvements protestataires sociaux palestiniens », *Confluences Méditerranée*, 2013/3 (N° 86), p. 171-183.
- FARSAKH (Leila), 2002. « Palestinian Labor Flows to the Israeli Economy: A Finished Story? ». *Journal of Palestine Studies* 32(1), 13–27.
- FARSAKH (Leila), 2005, *Palestinian Labour Migration to Israel: Labour, Land and Occupation*, Oxon, Routledge.
- GHANEM (As'ad), 2002, *The Palestinian Regime: a "Partial Democracy"*, Brighton/Portland, Sussex Academic Press.
- GHANEM (As'ad), 2010, *Palestinian Politics after Arafat. A Failed National Movement*, Bloomington/ Indianapolis, Indiana University Press.
- GRESH (Alain), 1983, *OLP : histoire et stratégies : vers l'Etat palestinien*, Paris, Papyrus.
- HADDAD (Toufic), 2016, *Palestine Ltd. Neoliberalism and Nationalism in the Occupied Territory*, Londres/ New York, I.B. Tauris.
- HANAFI (Sari) et KNUDSEN (Are) (dir.), 2011, *Palestinian Refugees: Identity, Space and Place in the Levant*, Londres/New York : Routledge.
- HANAFI (Sari) et LONG (Taylor), 2010, « Governance, governabilities and the state of exception in the Palestinian refugees camps of Lebanon », *Journal of Refugee Studies*, vol. 23, n°2, p. 134-159.
- HANIEH (Adam), 2016, « Development as Struggle: Confronting the Reality of Power in Palestine », *Journal of Palestine Studies*, 45 (4), p. 32-47.
- HILAL (Jamil), « The Localization of the Palestinian National Political Field », in TURNER (Mandy) (dir.), 2019, *From the River to the Sea*, Londres, New-York, Lexington Books.
- HILAL (Jamil), 1998, *Le système politique palestinien après Oslo*, en arabe [al-Niẓām al-Siyāsī al-Filasṭīnī ba'ad Ūslū], Fondation des Études Palestiniennes, Beyrouth.
- JARBAWI (Ali), 1989, *L'Intifada et les directions politiques en Cisjordanie et à Gaza : étude sur l'élite politique [Al-Intifāda wa al-Qiyādāt al-Siyāsīyya fī al-Diffa al-Ġarbiyya wa Qāṭ'a Ġazza : Baḥṯ fī al-Nuḥba al-Siyāsīyya]*, Beyrouth, Dar al-Tali'a.

- KHALIDI (Raja) and SAMOUR (Sobhi), 2011. « Neoliberalism as Liberation: The Statehood Program and the Remaking of the Palestinian National Movement », *Journal of Palestine Studies* 40(2), 6–25.
- LEGRAIN (Jean-François), 1999, *Les Palestiniens du quotidien, les élections de l'autonomie*, Beyrouth, CERMOC.
- LIA (Brynjar), 2006, *A Police Force without a State: a History of the Palestinian Security Forces in the West Bank and Gaza*, Reading, Ithaca Press, U.K.
- MANSOUR (Camille), 1993, *Les Palestiniens de l'intérieur*, Paris, Revue d'études palestiniennes.
- MILTON-EDWARDS (Beverley), FARRELL (Stephen), 2010, *Hamas*, Cambridge UK, Malden, MA, USA, Polity press.
- PICAUDOU (Nadine) et RIVOAL (Isabelle), 2006, *Retours en Palestine*, Paris, Khartala.
- ROY (Sara), 1995, *The Gaza Strip. The Political Economy of De-development*, Washington DC., Institute for Palestine Studies
- SALINGUE (Julien), 2014, *La Palestine d'Oslo*, Paris, Harmattan.
- SAYEGH (Yezid), 2011, *Policing the People, Building the State: Authoritarian Transformation in the West Bank and Gaza*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace.
- SBEIH (Sbeih), 2014, « Professionnalisation » des ONG en Palestine : entre pression des bailleurs de fonds et logique d'engagement, Thèse de doctorat soutenue à l'Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines.
- SHIKAKI (Khalil), 1996, "Vers la démocratie en Palestine : Processus de paix, construction nationale et élections" [al-Taḥawul Naḥwa al-Dīmuqrāṭiyya fī Filasṭīn : 'Amaliyyat al-Salām wa al-Binā' al-Waṭanī wa al-Intiḥābāt], Naplouse, Centre de recherches et d'études palestiniens, (Markaz al-Buḥūṭ wa al-Dirāsāt al-Filasṭīniyya).
- SIGNOLES (Aude), 2009, « L'islamisme municipal, enjeu et garant de la modernisation des pratiques politiques ? », *Critique Internationale*, vol. 1, n°42, p. 9-19.
- TAMIMI (Azzam), 2009 (rééd.), *Hamas. Unwritten Chapters*, London, Hurst.

Calendrier

- Les propositions sont à envoyer à dima.alsajdeya@college-de-france.fr, francois.ceccaldi@college-de-france.fr et emiliodabed@yahoo.fr avant le 1^{er} décembre 2020.
- Une réponse sera envoyée aux auteurs avant le 7 décembre.
- Les articles devront être soumis avant le 15 mars 2021.

Instructions aux auteurs pour la présentation des propositions d'article

Les propositions ne devront pas dépasser 4 000 signes (espaces compris). La proposition doit être accompagnée d'un titre (même provisoire) et d'une courte biographie de l'auteur.

Instructions aux auteurs pour la présentation des articles

Les articles ne doivent pas dépasser 25 à 30 000 signes (espaces compris). Sous le titre de l'article, donner le nom de l'auteur et son ancrage institutionnel, ainsi qu'un résumé de 5 à 10 lignes (avec une traduction en anglais).

Le texte doit être saisi en Times New Roman, taille 11 avec un interligne. L'intégralité des consignes sont disponibles sur [la page de la revue Confluences Méditerranée](#) sur le site de l'iReMMO.